

|  |
| --- |
| **QIIRO vous propose des modèles de documents juridiques éprouvés, à jour des dernières réformes et règlementations en vigueur. Néanmoins, nos modèles restent généraux et nécessitent d’être adaptés.**    **En cas de doute sur la rédaction ou les conséquences juridiques de l’un de nos modèles de documents, nous vous recommandons l’accompagnement par un professionnel du droit.** |

LETTRE DE CONTESTATION DE L’AMENDE POUR NON-RESPECT DU CONFINEMENT

Observation préalable : Avant de contester votre amende, vérifiez que vous ne l’avez pas déjà payé et que vous avez procédé à sa consignation conformément à la procédure indiquée dans l’avis de contravention. De plus, assurez-vous également que vous êtes bien dans les délais à savoir que 45 jours pour une amende forfaitaire, 30 jours pour une amende forfaitaire majorée ne se sont pas écoulés depuis la date d’envoi du courrier de contravention.

*(Madame/Monsieur) (Prénom/nom)*

*(Adresse)*

*(Code postal)*

*(Coordonnées)*

*(Adresse sur l’avis de contravention que vous souhaitez contester)*

À (lieu), le *(date)*

Objet : Contestation d'avis de contravention n° *(numéro figurant sur l’avis de contravention)* du *(date de l’avis de contravention)*

Madame, Monsieur,

Par courrier du *(date du courrier informant de la verbalisation)*, vos services m’informent que je suis débiteur de la somme de *(montant total de l’amende)* euros eu égard à une amende infligée pour avoir violé l'article 4 du décret du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et en application de l'article L 3136-1 du Code de la santé publique introduit par la loi du 23 mars 2020 d’urgence pour faire face à l’épidémie de covid-19.

Par la présente et comme indiqué dans l’encadré n°3 du formulaire attenant à l’avis de contravention ci-joint, vous trouverez ci-dessous les raisons de ma contestation.

En effet, je tiens à vous faire part du caractère abusif de la sanction infligée pour les raisons suivantes : *(justifier le caractère absusif, exemples ci-dessous)*.

* Si vous n’aviez pas le modèle d’attestation de déplacement dérogatoire délivré par le gouvernent, ajoutez : L’article 4 du décret du 29 octobre 2020 ne fait mention que d’un document ou d’un justificatif permettant de prouver le motif de déplacement et non d’une obligation de se munir du modèle type d’attestation de déplacement dérogatoire diffusé par le gouvernement. Or, j’avais bien un document en ma possession attestant de ce que mon motif de déplacement correspondait à ceux de l’article 4 du décret précité : *(décrire le document en votre possession et le mettre en pièce-jointe du présent courrier).*
* Si l’agent du service public a demandé à fouiller votre sac pour vérifier que vous aviez bien procédé à des achats de première nécessité, ajoutez : Suite à la fouille de mon *(sac/autre)*, les agents *(du service public/de la gendarmerie/de la police nationale)* ont estimé que mes achats ne correspondaient pas à des achats de première nécessité. Or, il ne peut être procédé à une telle mesure de fouille que sur réquisition du procureur ou dans le cadre d’une enquête judiciaire. En conséquence, cette *(fouille/inspection visuelle)* s’est déroulée en violation de mon droit à la vie privée. De plus, selon l’interprétation de l’article 4 du décret précité, toutes les courses effectuées dans les commerces ayant l’autorisation d’ouvrir sont considérées comme de nature à être de première nécessité.
* Si vous avez été verbalisé pour avoir fait vos courses/être déplacé pour motif familial impérieux/ pendant plus d’une heure et à au-delà d’un kilomètre de votre domicile, ajoutez : J’ai été verbalisé pour avoir *(fait mes courses/autres)* *(au-delà de la limite d’une heure et/ou de la limite d’un kilomètre autours de mon domicile)* alors que la limite d’une heure de déplacement et la distance maximale d’un kilomètre ne s’appliquent qu’aux sorties dites de loisirs.
* S’il existe des irrégularités dans le procès-verbal dressant l’amende pour non-respect du confinement, ajoutez : Conformément à l'article 429 du Code pénal, un procès-verbal n'a de valeur probante que s'il est régulier en la forme et que si son auteur a agi dans l’exercice de ses fonctions. Or le procès-verbal dressé le *(date du procès-verbal)* comporte une irrégularité de forme puisqu'il ne comporte pas (*indiquer les mentions manquantes comme les imprécisions liées au lieu de commission de l’infraction).*

En application des indications figurant sur l’avis de contravention et du formulaire de *(réclamation/requête en exonération)*, vous trouverez ci-joint les pièces justificatives suivantes, dont celles venant au soutien de ma version des faits :

- Une copie de l’avis de contravention,

- Le procès-verbal en original,

- Le formulaire de *(réclamation/requête en exonération)*,

Observation : Pour que votre contestation aboutisse, il convient de fournir autant de preuves que possible du caractère abusif de l’amende infligée. Le mieux est également de décrire en quoi ces preuves viennent au soutien de votre contestation et appuient vos arguments.

- *(L’attestation de déplacement dérogatoire originale qui démontre que le motif de mon déplacement correspondait bien aux motifs exposés par le décret précité),*

- *(L’attestation de témoignage de (Madame/Monsieur) (Prénom/nom) ainsi qu’une copie de sa pièce d’identité, attestant que …),*

- *(le ticket de caisse du jour du contrôle/ordonnance médicale/attestation de rendez-vous chez l’avocat etc)*

En vous attestant sur l’honneur de ma bonne foi, je conteste la réalité de l’infraction et je compte sur votre bon jugement pour me dispenser du paiement de l’amende.

En vous remerciant d’avance pour votre diligence et votre célérité et dans l’attente de votre réponse, je vous prie d’agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

*(Madame/Monsieur) (Prénom/nom)*

*(Signature)*